ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 5 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "portant assentiment au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998", a donné le 21 avril 1999 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 maart 1999 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende instemming met het Statuut van Rome van het Internationaal Strafgerechtshof, gedaan te Rome op 17 juli 1998" , heeft op 21 april 1999 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

I. Objet de la Convention

La Convention soumise à assentiment institue une Cour permanente chargée de la répression des violations les plus graves du droit international humanitaire commises par des personnes physiques : crimes de génocide, crimes contre l'humanité commis dans le cadre d'un conflit armé international ou non, crimes de guerre et crime d'agression (1).

Suivant l'article 1er, la Cour est "complémentaire des juridictions criminelles nationales"; elle ne se substitue pas aux juridictions criminelles nationales, mais intervient uniquement lorsque les Etats n'ont pas la volonté ou la capacité de mener à bien les poursuites (2).

Selon le fonctionnaire délégué, les juridictions belges ne pourront pas se dessaisir au bénéfice de la Cour pénale internationale d'un dossier, que celui-ci concerne un Belge ou un étranger se trouvant sur le territoire de la Belgique (article 191 de la Constitution).

---

(1) La Cour n'exercera cependant sa compétence à l'égard du crime d'agression qu'après l'adoption d'un amendement définissant l'incrimination et fixant les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour.

(2) Article 17 du Statut.

Une telle possibilité de dessaisissement constituerait, en l'absence de critères précis déterminant la juridiction compétente, une violation de l'article 13 de la Constitution qui dispose :

"Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.".

II. Conformité de la Convention à la Constitution

A. Principes

1. En vertu de l'article 34 de la Constitution :

"L'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou par une loi à des institutions de droit international public." (1).

---

(1) Comme le soulignent les travaux préparatoires de la modification de la Constitution du 20 juillet 1970 : "... ces institutions internationales sont investies, par les traités qui les établissent, de compétences sans doute variables, mais pouvant aller dans certains cas jusqu'à se substituer, dans une certaine mesure, à des prérogatives ayant, jusqu'à présent, toujours appartenu aux Etats" (Rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution du Sénat par M. Dehousse - Doc. parl., Sénat, session 1969-1970, n° 275, p. 3). Dans le rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution de la Chambre, M. Wigny cite l'exemple de la Cour européenne des droits de l'homme à qui "... des transferts de souveraineté sont consentis [...] puisque des juges, nommés à temps mais irrévocables pendant la durée de leur mandat, prononcent des arrêts qui s'imposent aux Etats aussi bien qu'aux gouvernements; ces arrêts sont immédiatement obligatoires dans tous les Etats membres; sur le territoire de chacun d'eux, leur exécution est toutefois confiée à des organes nationaux" (Doc. parl, Chambre, session 1969-1970, n° 10 (S.E. 1968), 16/2°, p. 4). ...

Les dérogations à la Constitution qui vont au-delà de ce qu'implique l'attribution de compétences à une organisation de droit international public ne peuvent néanmoins être considérées comme "étant admises" par l'article 34 de la Constitution. Sans une révision préalable de la Constitution (1), cet article ne permet pas de donner

---

(suite de la note précédente)

Sur les pouvoirs juridictionnels attribués, avant l'introduction de l'article 25bis, à la Haute Autorité et à la Cour de Justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, voir : W. J. Ganshof van der Meersch, "La Constitution belge et l'évolution de l'ordre juridique international", A.D.S.P., 1952, pp. 363 et sv.

(1) Dans son avis L. 21.540/AG du 6 mai 1992 sur un avant-projet de loi devenu la loi du 26 novembre 1992 "portant approbation du Traité sur l'Union européenne, des 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992" la section de législation du Conseil d'Etat s'est exprimée comme suit au sujet de la nécessité de réviser la Constitution pour permettre le droit de vote des ressortissants de l'Union européenne aux élections communales :
"Une disposition, comme celle de l'article 25bis de la Constitution, ne permet-elle pas de faire l'économie de la révision d'autres dispositions constitutionnelles, en particulier, celles qui sont inscrites dans l'article 4, alinéa 2 ? Comme on l'a rappelé, l'article 25bis prévoit que "l'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou par une loi à des institutions de droit international public", en particulier aux institutions communautaires.
L'objection ne peut, cependant, être retenue. Si l'article 25bis permet à un traité auquel la Belgique est partie ou à la loi belge d'attribuer des compétences particulières aux autorités communautaires - tel est, d'ailleurs, l'objet d'autres dispositions du traité soumis à approbation -, il ne saurait, par contre, justifier l'octroi aux citoyens européens de droits politiques qui leur permettent de concourir à l'organisation de conseils communaux (Doc. parl., Chambre, session extr., 1991-1992, n° 482/1, p. 69). ...

assentiment à un traité qui contiendrait de telles dérogations.

La difficulté ne pourrait être tournée par la formulation d'une réserve puisque l'article 120 du Statut interdit cette pratique.

B. Application des principes au cas d'espèce

1. Indépendance de la justice belge

1.1. Il convient que soient respectées les règles essentielles garantissant une justice indépendante telle que l'entend notamment l'article 14 du Pacte international

---

(suite de la note n° 1 précédente)

Dans le même sens, il est renvoyé à l'avis L. 27.449/2 du 23 mars 1998 de la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet de loi "portant des dispositions en matière électorale et transposant la directive du Conseil de l'Union européenne n° 94/80/CE du 19 décembre 1994", ainsi qu'à l'avis L. 25.776/9 du 22 janvier 1997 sur un avant-projet de loi "portant assentiment à l'Accord de sécurité de l'UEO, fait à Bruxelles le 28 mars 1995". En particulier, ce dernier avis précise : "Rien n'interdit, par conséquent, à la Belgique de conclure un traité international attribuant à l'UEO le pouvoir d'édicter des règles contraignantes à l'élaboration et au respect desquelles contribueraient des organismes ou services de droit interne.
Encore faut-il cependant, d'une part, que la nature et l'étendue de ce pouvoir soient clairement déterminées et, d'autre part, que son exercice ne méconnaisse pas les autres règles constitutionnelles".

relatif aux droits civils et politiques fait à New York le 19 décembre 1966 (1) :

> "... Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial ...".

L'indépendance suppose que le cours de la justice ne puisse être entravé par des interventions extérieures émanant, par exemple, d'organes politiques.

Or, c'est précisément ce que permet l'article 16 du Statut, qui impose la suspension des enquêtes et poursuites à la demande du Conseil de sécurité des Nations Unies, et ce pour une durée de douze mois, renouvelable indéfiniment.

Sans doute ce système se justifie par le souci des rédacteurs du Statut d'éviter que des accords de paix péniblement élaborés ou en voie d'élaboration puissent être remis en cause par des poursuites devant la Cour pénale internationale.

Une telle suspension est néanmoins susceptible de compromettre de manière irrémédiable l'action publique, notamment en ce qui concerne la recherche des preuves des crimes relevant de la compétence de la Cour. Elle pourrait, en outre, mettre en péril le droit des accusés d'être jugés

---

(1) Approuvé par la loi du 15 mai 1981 (Moniteur belge du 6 juillet 1983).

sans retard excessif (article 14, 3, c, du Pacte international).

Si le traité devait être interprété comme signifiant que les autorités judiciaires belges ne pourraient entamer aucune poursuite en raison de cette suspension, l'article 16 du Statut serait contraire à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 151 de la Constitution).

1.2. L'article 108 du Statut dispose :

> "Le condamné détenu par l'Etat chargé de l'exécution ne peut être poursuivi, condamné ou extradé vers un Etat tiers pour un comportement antérieur à son transfèrement dans l'Etat chargé de l'exécution, à moins que la Cour n'ait approuvé ces poursuites, cette condamnation ou cette extradition à la demande de l'Etat chargé de l'exécution.".

Dans la mesure où l'article 108 du Statut subordonne à l'accord de la Cour pénale internationale la poursuite et la condamnation d'un détenu condamné pour d'autres faits à la suite d'un arrêt de la Cour, cet article est contraire au principe de l'indépendance des juridictions belges (article 151 de la Constitution).

2. Immunités et privilèges de juridiction

2.1. En vertu de l'article 88 de la Constitution :

"La personne du Roi est inviolable ...".

Comme le souligne une doctrine autorisée, la Constitution écarte ainsi

> "l'idée même que le Chef de l'Etat puisse commettre des agissements répréhensibles au regard de la loi pénale. Elle considère aussi que, si une infraction se révèle, le Roi doit être mis à l'abri de toute mesure d'instruction, de contrainte ou de jugement. (...). L'inviolabilité du Roi est absolue. Elle couvre les actes que le Roi accomplit dans l'exercice de ses fonctions (...). Elle couvre aussi les agissements hors fonction. Si la Reine, disait déjà Dicey au siècle dernier, tuait de sa propre main le premier ministre, aucun tribunal ne pourrait connaître de cet acte." (1).

De même, en vertu des articles 58 et 120 de la Constitution, les parlementaires ne peuvent être poursuivis ou recherchés à l'occasion des opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Suivant cette même doctrine, cette irresponsabilité

> "emporte dispense générale et perpétuelle d'application des règles de droit pénal et de responsabilité civile à tous les actes que le député ou le sénateur accomplit dans l'exercice de ses fonctions et qui pourraient contenir une infraction ou une faute faisant corps avec cet exercice même." (2).

Un vote ou une opinion émis par un parlementaire ou un ministre pourrait constituer un crime relevant de la compétence de la Cour pénale internationale. En effet,

---

(1) F. Delpérée, Droit constitutionnel, T. II, Bruxelles, Larcier, 1986, n° 369, p. 164.

(2) F. Delpérée, op. cit., n° 383, p. 176.

l'article 25, 3, b), du Statut rend punissable la personne qui ordonne, sollicite ou encourage la commission d'un crime visé par le Statut.

L'article 27 du Statut dispose :

> "1. Le présent Statut s'applique à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle. En particulier, la qualité officielle de chef d'Etat ou de gouvernement, de membre d'un gouvernement ou d'un parlement, de représentant élu ou d'agent d'un Etat, n'exonère en aucun cas de la responsabilité pénale au regard du présent Statut, pas plus qu'elle ne constitue en tant que telle un motif de réduction de la peine ...".

L'article 27 du Statut est donc contraire à l'article 88 de la Constitution consacrant l'inviolabilité du Roi et aux articles 58 et 120 de la Constitution concernant l'irresponsabilité des parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions.

2.2. L'article 27 du Statut précise, en son point 2 :

> "Les immunités ou règles de procédure spéciales qui peuvent s'attacher à la qualité officielle d'une personne, en vertu du droit interne ou du droit international, n'empêchent pas la Cour d'exercer sa compétence à l'égard de cette personne.".

Il convient d'examiner la compatibilité de cette disposition avec les règles constitutionnelles relatives à l'inviolabilité parlementaire et à la responsabilité pénale des ministres.

a) Inviolabilité parlementaire

En vertu des articles 59 et 120 de la Constitution, sauf le cas de flagrant délit, les parlementaires ne peuvent, pendant la durée de la session, en matière répressive, être renvoyés ou cités directement devant une cour ou un tribunal, ni être arrêtés, qu'avec l'autorisation de l'assemblée dont ils font partie.

Si des actes nécessitant l'autorisation de l'assemblée ont été accomplis pendant les vacances parlementaires, celle-ci peut requérir la suspension de la détention du parlementaire ou des poursuites devant une cour ou un tribunal, pendant la durée de la session nouvelle.

Enfin, lorsque des actes d'instruction ou d'information qui ne nécessitent pas l'autorisation de l'assemblée ont été accomplis, celle-ci peut, pendant la durée de la session et en matière répressive, suspendre les poursuites à la demande du parlementaire concerné.

L'article 59, alinéas 2, 3 et 4, de la Constitution prévoit également des règles de procédure particulières.

L'article 27 du Statut paraît impliquer que la Cour pénale internationale n'est pas tenue de respecter ces dispositions.

b) Responsabilité pénale des ministres

Quant aux ministres, l'article 103, alinéa 1er, de la Constitution dispose qu'ils sont jugés exclusivement par la cour d'appel pour les infractions qu'ils auraient commises dans l'exercice de leurs fonctions ou en dehors de l'exercice de leurs fonctions mais pour lesquelles ils sont jugés pendant l'exercice de celles-ci.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que la compétence de juger les ministres pour certaines infractions soit transférée à une institution de droit international public.

Il s'agit, en effet, d'une conséquence nécessaire de l'attribution à la Cour pénale internationale de l'exercice du pouvoir de juger les crimes prévus dans le Statut.

En vertu de l'article 103, alinéa 5, de la Constitution, toutes réquisitions en vue du règlement de la procédure, toute citation directe devant la cour d'appel et, sauf le cas de flagrant délit, toute arrestation, nécessitent l'autorisation de la Chambre des représentants. Le refus de la Chambre des représentants de donner son autorisation est définitif lorsqu'il s'agit d'actes accomplis dans l'exercice de la fonction; il aboutit à une immunité perpétuelle faisant obstacle au jugement du ministre devant la Cour pénale internationale.

La situation est dès lors semblable, quant à ses effets, à celle des parlementaires ayant commis une infraction et appelle une conclusion identique.

L'article 27 du Statut est donc également contraire à l'article 103, alinéa 5, de la Constitution.

3. Droit de grâce du Roi

Les articles 110 et 111 de la Constitution consacrent le droit de grâce du Roi.

Même si l'on considère, comme le Conseil constitutionnel français, que le Statut fait obstacle à l'exercice d'un tel droit, il est admis que la grâce royale a un caractère territorial : le Roi ne peut exercer ce droit qu'à l'égard de peines prononcées par des juridictions belges (1).

4. En conclusion, le Conseil d'Etat observe que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale auquel la loi en projet entend procurer assentiment contient un ensemble de dispositions qui ne se concilient pas avec les prescriptions de la Constitution.

Il ne revient ni aux auteurs du Statut, ni à ceux de la loi d'assentiment de procéder à une révision, fût-elle implicite, de la Constitution et de modifier de la sorte le statut des pouvoirs publics que cette dernière établit.

---

(1) L. Dupont et R. Verstraeten, Handboek Belgisch Strafrecht, Acco Leuven/Amersfoort, 1990, n° 1117, p. 782.

Si la Belgique entend ratifier un tel traité et si le pouvoir législatif entend l'approuver, il convient que des modifications soient apportées, selon la procédure inscrite au titre VIII de la Constitution, à plusieurs dispositions constitutionnelles. Pour éviter un éparpillement de ces modifications, qui pourrait au surplus rendre la lecture de la Constitution difficilement compréhensible, il est suggéré d'insérer, par exemple dans un article 168bis nouveau de la Constitution, la disposition suivante : "L'Etat adhère au Statut de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998". Pareille disposition couvrirait les adaptations qui en résultent dans l'ordre juridique constitutionnel et autoriserait celles qui devraient, en conséquence, être apportées aux lois et règlements.

La technique suggérée permet de concilier la volonté de rendre effectifs les engagements pris par la Belgique au sein de l'Organisation des Nations Unies avec le respect des règles les plus essentielles du droit public et le souci d'une rédaction ordonnée de la Constitution.

III. Conciliation du Statut (article 31) avec le droit international en vigueur

L'article 31, 1, c, du Statut dispose :

> "Outre les autres motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus par le présent Statut, une personne n'est pas responsable pénalement si, au moment du comportement en cause :
>
> (...).

c) Elle a agi raisonnablement pour se défendre, pour défendre autrui ou, dans le cas des crimes de guerre, pour défendre des biens essentiels à sa survie ou à celle d'autrui ou essentiels à l'accomplissement d'une mission militaire, contre un recours imminent et illicite à la force, d'une manière proportionnée à l'ampleur du danger qu'elle courait ou que couraient l'autre personne ou les biens protégés. Le fait qu'une personne ait participé à une opération défensive menée par des forces armées ne constitue pas en soi un motif d'exonération de la responsabilité pénale au titre du présent alinéa.".

Or, l'article 15 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose en ses alinéas 1 et 2 :

"1. En cas de guerre ou en cas d'autres dangers publics menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décès résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1er) et 7.

(...).".

Est ainsi consacré le principe que certains droits fondamentaux sont intransgressibles.

L'article 4, § 2, du Pacte international des droits civils et politiques est conçu dans le même sens :

"1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les Etats parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (§§ 1er et 2), 11, 15, 16 et 18.

(...).".

En droit interne, la loi belge du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977, additionnels à ces Conventions, dispose également en son article 5, § 1er :

"Aucun intérêt, aucune nécessité d'ordre politique, militaire ou national, ne peut justifier, même à titre de représailles, les infractions prévues par les articles 1er, 3 et 4, sans préjudice des exceptions mentionnées aux 9°, 12° et 13° de l'article premier.".

On voit ainsi que le Statut est en retrait par rapport aux normes du droit actuellement en vigueur (1).

---

(1) Voir, à ce sujet, la critique exprimée par A. Andries, E. David, C. Van den Wijngaert et J. Verhaegen dans La Libre Belgique du 15 avril 1999.

Toutefois, l'article 31, 1, c, du Statut n'empêchera pas le ministère public belge d'engager des poursuites et le juge belge de condamner pour crime de guerre sans être liés par cette disposition, qui ne concerne que la compétence de la Cour.

En effet, le caractère subsidiaire de l'intervention de la Cour pénale internationale laisse subsister la compétence des juridictions belges qui l'exerceront dans les conditions actuelles et sans avoir égard aux restrictions de l'article 31.

Il importe néanmoins que le point de vue belge sur la portée exacte dudit article 31, par rapport aux acquis du droit humanitaire en droit international, soit clairement manifesté, dans l'ordre international, comme l'exposé des motifs transmis au Conseil d'Etat indique que le gouvernement se propose de le faire dans une "déclaration interprétative" conçue en ces termes selon ledit exposé : "La Belgique considère que ne constitue pas, sauf pour l'application de l'article 31, 1, c, un cas de légitime défense le fait d'agir raisonnablement, en cas de crime de guerre, pour défendre des biens essentiels à l'accomplissement d'une mission militaire, contre un recours imminent et illicite à la force, d'une manière proportionnée à l'ampleur du danger que courent les biens".

Il appartient en effet au gouvernement et aux Chambres législatives de dissiper tout doute sur l'absence d'effet de l'adhésion de la Belgique au Statut, sur le respect des normes auxquelles il ne peut pas être dérogé dans l'ordre juridique international. Au demeurant, la même

préoccupation avait déjà animé les auteurs des quatre Conventions de Genève de 1949, dont les articles 63, 62, 142 et 158 stipulent que leur dénonciation éventuelle n'aurait aucun effet "sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique".

IV. Attribution de pouvoirs à l'Assemblée des Etats parties

L'attention de l'auteur du projet et des Chambres législatives est attirée sur le fait que l'Assemblée des Etats parties dispose de compétences qui ne s'exercent pas à l'unanimité et que les décisions et règles ainsi adoptées ne sont pas soumises à la ratification des Etats membres.

Tel est le cas, notamment, de l'adoption des amendements aux éléments constitutifs des crimes (article 9), de la décision d'augmenter le nombre de juges (article 36), de l'adoption du règlement de procédure et de preuve et des amendements à celui-ci (article 51) et de l'adoption d'amendements aux dispositions de caractère institutionnel du Statut (article 122).

Par ailleurs, les amendements aux dispositions autres qu'institutionnelles du Statut peuvent être adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties et entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties un an après que les sept-huitièmes d'entre eux ont déposé leur instrument de ratification ou d'acceptation auprès du Secré-

taire général de l'Organisation des Nations Unies (article 121, 4.) (1) (2).

V. Adaptation de la législation belge

Comme le souligne à plusieurs reprises l'exposé des motifs, une loi d'adaptation du droit interne au Statut devra être adoptée et des lois existantes modifiées.

A titre d'exemple, une telle adaptation paraît particulièrement nécessaire pour autoriser la mise en oeuvre des articles du Statut relatifs aux devoirs et pouvoirs du Procureur.

Ces adaptations du droit interne au Statut seront examinées par la section de législation du Conseil d'Etat lorsque l'avant-projet de loi lui sera soumis.

---

(1) L'Etat partie qui n'a pas accepté l'amendement peut cependant se retirer du Statut avec effet immédiat.

(2) Il en va autrement des amendements à l'article 5 du Statut qui ne s'appliquent pas aux Etats parties qui ne les ont pas acceptés.

Onderzoek van het ontwerp

I. Doel van de Overeenkomst

Bij de Overeenkomst waaromtrent om instemming wordt verzocht, wordt een permanent Internationaal Strafgerechtshof opgericht belast met de bestraffing van de meest ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht gepleegd door natuurlijke personen : misdaden van genocide, misdaden tegen de mensheid gepleegd in het kader van een gewapend al dan niet internationaal conflict, oorlogsmisdaden en misdaden van agressie (1).

Volgens artikel 1 speelt het Hof een complementaire rol ten opzichte van de nationale strafgerechten; het Hof treedt niet in de plaats van de nationale strafgerechten maar treedt alleen op wanneer de Staten de vervolgingen niet tot een goed einde willen of kunnen brengen (2).

---

(1) Het Hof zal zijn bevoegdheid inzake misdaden van agressie echter eerst uitoefenen als een amendement is aangenomen waarin dat strafbaar feit wordt gedefinieerd en de nadere regels voor de aanhangigmaking worden vastgesteld.

(2) Artikel 17 van het Statuut.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zullen de Belgische gerechten een zaak niet uit handen kunnen geven ten voordele van het Internationaal Strafgerechtshof, ongeacht of die zaak betrekking heeft op een Belg dan wel op een vreemdeling die zich op het grondgebied van België bevindt (artikel 191 van de Grondwet).

Zulk een mogelijkheid tot het uit handen geven van een zaak zou, bij ontstentenis van precieze criteria voor het bepalen van het bevoegde gerecht, een schending inhouden van artikel 13 van de Grondwet, welk artikel het volgende bepaalt :

> "Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent.".

II. Overeenstemming van de Overeenkomst met de Grondwet

A. Principes

1. Artikel 34 van de Grondwet luidt als volgt :

"De uitoefening van bepaalde machten kan door een verdrag of door een wet worden opgedragen aan volkenrechtelijke instellingen." (1).

Er mag niettemin niet van uitgegaan worden dat de afwijkingen van de Grondwet die verder reiken dan wat de opdracht van bevoegdheden aan een volkenrechtelijke organisatie inhoudt, door artikel 34 van de Grondwet worden "aanvaard". Dat artikel houdt niet in dat met een verdrag

---

(1) In de parlementaire voorbereiding van de Grondwetswijziging van 20 juli 1970 wordt het volgende onderstreept : "... deze internationale instellingen krijgen in de desbetreffende verdragen bevoegdheden toegewezen, die weliswaar van geval tot geval verschillen maar soms tot op zekere hoogte in de plaats treden van bevoegdheden die tot dan toe steeds aan de Staten hadden toebehoord." (Verslag namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet van de Senaat uitgebracht door de heer Dehousse - Gedr. St. Senaat, zitting 1969-1970, nr. 275, blz. 3).
In het verslag uitgebracht namens de Commissie voor de Grondwetsherziening van de Kamer haalt de heer Wigny het voorbeeld aan van het Europees Hof voor de rechten van de mens, aan welk "Hof soevereiniteitsopdrachten (zijn) toegestaan, daar tijdelijk benoemde maar tijdens hun ambtstermijn niet-afzetbare rechters arresten vellen die bindend zijn zowel voor de Staten als voor de regeringen; die arresten zijn in alle aangesloten landen onmiddellijk bindend; de tenuitvoerlegging ervan wordt evenwel in elk land toevertrouwd aan nationale organen." (Gedr. St. Kamer, zitting 1969-1970, stuk 10 (B.Z. 1968), nr. 16/2°, blz. 4).
Zie, betreffende de rechtsprekende bevoegdheden, die vóór de invoering van artikel 25bis, aan de Hoge Autoriteit en aan het Hof van Justitie zijn opgedragen : W.J. Ganshof van der Meersch "La Constitution belge et l'évolution de l'ordre juridique international", A.D.S.P., 1952, blz. 363 e.v.

dat zodanige afwijkingen zou bevatten, kan worden ingestemd zonder dat eerst de Grondwet wordt herzien (1).

---

(1) In haar advies L. 21.540/AV van 6 mei 1992 over een voorontwerp van wet dat de wet geworden is van 26 november 1992 "houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van de 17 Protocollen en van de Slotakte met 33 Verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992", heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt in verband met de noodzaak om de Grondwet te herzien opdat de onderdanen van de Europese Unie stemrecht kunnen krijgen bij de gemeenteraadsverkiezingen :
"Kan met een bepaling zoals die van artikel 25bis van de Grondwet niet worden vermeden dat nog andere grondwetsbepalingen, met name die welke zijn opgenomen in artikel 4, tweede lid, moeten worden herzien ? Zoals in herinnering is gebracht, wordt in artikel 25bis bepaald dat "de uitoefening van bepaalde machten (...) door een verdrag of door een wet (kan) worden opgedragen aan volkenrechtelijke instellingen", met name aan de instellingen van de Gemeenschap.
Het bezwaar kan evenwel niet in aanmerking worden genomen. Artikel 25bis maakt het weliswaar mogelijk dat een verdrag waarbij België partij is of de Belgische wet bijzondere bevoegdheden toekent aan de overheid van de Gemeenschap, wat overigens het doel is van andere bepalingen van het verdrag dat ter goedkeuring wordt voorgelegd, doch het kan daarentegen niet rechtvaardigen dat aan de Europese burgers politieke rechten worden verleend die het hun mogelijk maken mede te werken aan de organisatie van gemeenteraden." (Gedr. St. Kamer, buitengewone zitting, 1991-1992, nr. 482/1, blz. 69.)
Twee andere adviezen sluiten daarbij aan : advies L. 27.449/2 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 23 maart 1998 heeft gegeven over een ontwerp van wet "houdende de bepalingen inzake verkiezingen en tot omzetting van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie nr. 94/80/EG van 19 december 1994" en advies L. 25.776/9 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 22 januari 1997 heeft gegeven over

./.

De moeilijkheid kan niet worden omzeild door een voorbehoud te maken, aangezien die werkwijze bij artikel 120 van het Statuut wordt verboden.

B. Toepassing van de beginselen in casu

1. Onafhankelijkheid van het Belgisch gerecht

1.1. De essentiële regels die een onpartijdige rechtsbedeling waarborgen, zoals die inzonderheid voorgeschreven zijn in het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New-York op 19 december 1966 (1), dienen te worden nageleefd.

(vervolg)

een voorontwerp van wet "houdende instemming met het WEU-Akkoord inzake veiligheid, gedaan te Brussel op 28 maart 1995". In dat laatste advies staat inzonderheid het volgende : "Bijgevolg staat het België volledig vrij om een internationaal verdrag te sluiten waarbij aan de WEU de bevoegdheid wordt opgedragen om dwingende regels uit te vaardigen die instellingen en diensten van intern recht zouden helpen opstellen en naleven.
Daarbij is echter bovendien vereist, enerzijds, dat de aard en de omvang van die bevoegdheid duidelijk bepaald worden en, anderzijds, dat de uitoefening ervan niet tot een schending van andere grondwettelijke regels leidt".

(1) Goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981 (B.S. van 6 juli 1983).

Artikel 14 van het Internationaal Verdrag bepaalt dat

> "een ieder recht (heeft) op een eerlijke en openbare behandeling door een bevoegde, onafhankelijke en onpartijdige (...) rechterlijke instantie".

Onafhankelijkheid veronderstelt dat de rechtsgang niet in het gedrang mag worden gebracht door inmengingen van buitenaf, bijvoorbeeld van politieke organen.

Dat is evenwel precies wat artikel 16 van het Statuut mogelijk maakt, doordat het gelast het onderzoek en de vervolging op verzoek van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties te schorten gedurende twaalf maanden, welke duur voor onbepaalde tijd kan worden verlengd.

Die regeling is wellicht gerechtvaardigd doordat de stellers van het Statuut willen voorkomen dat vredes-akkoorden die moeilijk tot stand gekomen zijn of nog uitgewerkt worden, in het gedrang gebracht worden door vervolgingen voor het Internationaal Strafgerechtshof.

Zulk een opschorting kan de strafvordering echter onherroepelijk in het gedrang brengen, inzonderheid wat betreft het zoeken naar bewijzen voor de misdaden die onder de bevoegdheid van het Hof vallen. Ze zou bovendien het recht van de beklaagden om zonder onredelijke vertraging te worden berecht, in gevaar kunnen brengen (artikel 14, 3, c, van het Internationaal Verdrag).

Indien het verdrag zo zou worden uitgelegd, dat de Belgische rechterlijke overheden wegens die opschorting geen vervolging mogen instellen, zou artikel 16 van het Statuut strijdig zijn met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten (artikel 151 van de Grondwet).

1.2. Artikel 108 van het Statuut bepaalt dat :

> "Le condamné détenu par l'Etat chargé de l'exécution ne peut être poursuivi, condamné ou extradé vers un Etat tiers pour un comportement antérieur à son transfèrement dans l'Etat chargé de l'exécution, à moins que la Cour n'ait approuvé ces poursuites, cette condamnation ou cette extradition à la demande de l'Etat chargé de l'exécution.".

Doordat artikel 108 van het Statuut de vervolging en veroordeling van een gedetineerde die ingevolge een arrest van het Internationaal Strafgerechtshof voor andere feiten veroordeeld is, afhankelijk stelt van de toestemming van dat Hof, is dat artikel strijdig met het beginsel van de onafhankelijkheid van de Belgische gerechten (artikel 151 van de Grondwet).

2. <u>Onschendbaarheid en voorrang van rechtsmacht</u>

2.1. Artikel 88 van de Grondwet bepaalt :

"De persoon des Konings is onschendbaar ...".

Zoals een gezaghebbende auteur onderstreept, sluit de Grondwet aldus het volgende uit :

> "l'idée même que le Chef de l'Etat puisse commettre des agissements répréhensibles au regard de la loi pénale. Elle considère aussi que, si une infraction se révèle, le Roi doit être mis à l'abri de toute mesure d'instruction, de contrainte ou de jugement. (...). L'inviolabilité du Roi est absolue. Elle couvre les actes que le Roi accomplit dans l'exercice de ses fonctions (...). Elle couvre aussi les agissements hors fonction. Si la Reine, disait déjà Dicey au siècle dernier, tuait de sa propre main le premier ministre, aucun tribunal ne pourrait connaître de cet acte." (1).

Evenzo kan, krachtens de artikelen 58 en 120 van de Grondwet, geen lid van beide Kamers worden vervolgd of aan enig onderzoek onderworpen naar aanleiding van een mening of een stem, in de uitoefening van zijn functie uitgebracht.

Diezelfde auteur stelt dat die onschendbaarheid

> "emporte dispense générale et perpétuelle d'application des règles de droit pénal et de responsabilité civile à tous les actes que le député ou le sénateur accomplit dans l'exercice de ses fonctions et qui pourraient contenir une infraction ou une faute faisant corps avec cet exercice même." (2).

Een stem of een mening uitgebracht door een parlementslid of een minister zou een misdaad kunnen vormen die valt onder de bevoegdheid van het Internationaal

---

(1) F. Delperée, Droit constitutionnel, boekdeel II, Brussel, Larcier, 1986, nr. 369, blz. 164.

(2) F. Delperée, op. cit., nr. 383, blz. 176.

Strafgerechtshof. Artikel 25, 3, b), van het Statuut stelt immers strafrechtelijk aansprakelijk degene die het bevel geeft tot het plegen van een door het Statuut bepaalde misdaad, hierom verzoekt of ertoe aanzet.

Artikel 27 van het Statuut bepaalt dat :

> "1. Le présent Statut s'applique à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle. En particulier, la qualité officielle de chef d'Etat ou de gouvernement, de membre d'un gouvernement ou d'un parlement, de représentant élu ou d'agent d'un Etat, n'exonère en aucun cas de la responsabilité pénale au regard du présent Statut, pas plus qu'elle ne constitue en tant que telle un motif de réduction de la peine ...".

Artikel 27 van het Statuut is dus strijdig met artikel 88 van de Grondwet, dat de onschendbaarheid van de Koning vastlegt, en met de artikelen 58 en 120 betreffende de onschendbaarheid van de parlementsleden in de uitoefening van hun functie.

2.2. Artikel 27 van het Statuut bepaalt in punt 2 dat :

> "Les immunités ou règles de procédure spéciales qui peuvent s'attacher à la qualité officielle d'une personne, en vertu du droit interne ou du droit international, n'empêchent pas la Cour d'exercer sa compétence à l'égard de cette personne.".

Er dient te worden onderzocht of die bepaling .verenigbaar is met de grondwettelijke regels betreffende de parlementaire onschendbaarheid en de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ministers.

a) Parlementaire onschendbaarheid

Krachtens de artikelen 59 en 120 van de Grondwet kan, behalve bij ontdekking op heterdaad, geen lid van een van beide Kamers, tijdens de zitting en in strafzaken, worden verwezen naar of rechtstreeks gedagvaard voor een hof of een rechtbank, of worden aangehouden dan met verlof van de Kamer waarvan het lid deel uitmaakt.

Indien tijdens het reces daden gesteld zijn waarvoor het verlof van een van beide Kamers vereist is, kan deze Kamer vragen dat de hechtenis van het parlementslid of de vervolgingen voor een hof of een rechtbank tijdens de duur van de nieuwe zitting geschorst worden.

Wanneer onderzoeks- of opsporingshandelingen gesteld zijn waarvoor niet het verlof van een van beide Kamers vereist is, kan deze Kamer tijdens de duur van de zitting en in strafzaken de vervolging schorsen op verzoek van het betrokken parlementslid.

Artikel 59, tweede, derde en vierde lid, van de Grondwet voorziet eveneens in bijzondere procedureregels.

Artikel 27 van het Statuut lijkt te impliceren dat het Internationaal Strafgerechtshof er niet toe gehouden is die bepalingen na te leven.

b) Strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ministers

Artikel 103, lid één, van de Grondwet bepaalt dat Ministers uitsluitend door het hof van beroep worden berecht voor misdrijven die zij bij de uitoefening van hun ambt mochten hebben gepleegd en voor misdrijven die ze buiten de uitoefening van hun ambt mochten hebben gepleegd, maar waarvoor ze tijdens hun ambtstermijn worden berecht.

Deze bepaling staat er niet aan in de weg dat de bevoegdheid om ministers voor bepaalde strafbare feiten te berechten, overgedragen wordt aan een volkenrechtelijke instelling.

Dat is immers een onvermijdelijk gevolg van de toekenning aan het Internationaal Strafgerechtshof van de uitoefening van de bevoegdheid om de in het Statuut genoemde misdaden te berechten.

Krachtens artikel 103, vijfde lid, van de Grondwet, is voor elke vordering tot regeling van de rechtspleging, voor elke rechtstreekse dagvaarding voor het hof van beroep en, behalve bij ontdekking op heterdaad, voor elke aanhouding, het verlof van de Kamer van volksvertegenwoordigers vereist. De weigering van de Kamer van volksvertegenwoordigers om verlof te verlenen is definitief wanneer het gaat om handelingen gesteld bij de uitoefening van het ambt; ze leidt tot een immuniteit voor het leven die verhindert dat een minister vóór het Internationaal Strafgerechtshof wordt berecht.

Qua gevolgen gaat het dus om een soortgelijke situatie als die van de parlementsleden die een strafbaar feit hebben gepleegd; bijgevolg moet hier dezelfde conclusie worden getrokken.

Artikel 27 van het Statuut is dus eveneens strijdig met artikel 103, vijfde lid, van de Grondwet.

3. Genaderecht van de Koning

In de artikelen 110 en 111 van de Grondwet is het recht van genade van de Koning vastgelegd.

Zelfs indien men er, net zoals de "Conseil constitutionnel" van Frankrijk van uitgaat dat het Statuut de uitoefening van zulk een recht verhindert, wordt aangenomen dat de koninklijke genade territoriaal van aard is : de Koning kan dat recht alleen uitoefenen ten aanzien van straffen die door Belgische gerechten zijn uitgesproken (1).

4. Tot slot merkt de Raad van State op dat het Statuut van Rome van het Internationaal Strafgerechtshof, waarmee bij de ontworpen wet instemming wordt betuigd, een geheel van bepalingen bevat die niet verenigbaar zijn met de voorschriften van de Grondwet.

---

(1) L. Dupont en R. Verstraeten, Handboek Belgisch Strafrecht, Acco Leuven/Amersfoort, 1990, nr. 1117, blz. 782.

Het staat noch aan de stellers van het Statuut, noch aan de stellers van de wet tot instemming met dat statuut, de Grondwet te wijzigen, ook niet stilzwijgend, en aldus het statuut van de door de Grondwet ingestelde overheidsinstanties te wijzigen.

Als België zulk een verdrag wil bekrachtigen en als de wetgevende macht het wil goedkeuren, moeten verscheidene grondwetsbepalingen worden gewijzigd volgens de procedure voorgeschreven in titel VIII van de Grondwet. Om te voorkomen dat ze op versnipperde wijze worden gewijzigd, wat de Grondwet bovendien onbevattelijk zou maken, wordt voorgesteld om, bijvoorbeeld in een nieuw artikel 168bis van de Grondwet, de volgende bepaling in te voegen : "De Staat treedt toe tot het Statuut van het Internationaal Strafgerechtshof, opgemaakt te Rome op 17 juli 1998". Een zodanige bepaling zou rechtsgrond opleveren voor de aanpassingen die daaruit voortvloeien in de grondwettelijke rechtsorde en zou de aanpassingen wettigen die dienovereenkomstig in wetten en verordeningen moeten worden aangebracht.

Met de voorgestelde werkwijze kan België de wil om zijn verbintenissen binnen de Organisatie van de Verenigde Naties na te komen, verenigen met de naleving van de meest fundamentele regels van publiek recht en het streven van een geordende redactie van de Grondwet.

III. Verenigbaarheid van het Statuut (artikel 31) met het geldende internationale recht

Artikel 31, 1, c, van het Statuut bepaalt het volgende :

"Outre les autres motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus par le présent Statut, une personne n'est pas responsable pénalement si, au moment du comportement en cause :

(...).

c) Elle a agi raisonnablement pour se défendre, pour défendre autrui ou, dans le cas des crimes de guerre, pour défendre des biens essentiels à sa survie ou à celle d'autrui ou essentiels à l'accomplissement d'une mission militaire contre un recours imminent et illicite à la force, d'une manière proportionnée à l'ampleur du danger qu'elle courait ou que couraient l'autre personne ou les biens protégés. Le fait qu'une personne ait participé à une opération défensive menée par des forces armées ne constitue pas en soi un motif d'exonération de la responsabilité pénale au titre du présent alinéa.".

Artikel 15, leden 1 en 2, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden bepaalt het volgende :

"1. In tijd van oorlog of in geval van enig andere algemene noodtoestand, welke het bestaan van het volk bedreigt, kan iedere Hoge Verdragsluitende Partij maatregelen nemen welke afwijken van zijn verplichtingen, ingevolge dit Verdrag, mits deze maatregelen niet verder gaan dan de toestand vereist en niet in strijd zijn met andere verplichtingen welke voortvloeien uit het internationale recht.

.../...

2. De voorgaande bepaling wettigt geen enkele afwijking van artikel 2, behalve ingeval van dood als gevolg van geoorloofde oorlogshandelingen, noch van de artikelen 3, 4, eerste lid, en 7.

(...).".

Hiermee is het beginsel vastgelegd dat sommige grondrechten onaantastbaar zijn.

Artikel 4, lid 2, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten is in dezelfde zin gesteld. De eerste twee leden van dit artikel luiden als volgt :

"1. Bij een algemene noodtoestand die een bedreiging vormt voor het bestaan van het volk en welks aanwezigheid officieel is afgekondigd, kunnen de Staten die partij zijn bij dit Verdrag maatregelen nemen, die afwijken van hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag, mits deze maatregelen niet verder gaan dan de toestand vereist en niet in strijd zijn met andere verplichtingen welke voortvloeien uit het internationale recht en geen discriminatie uitsluitend op grond van ras, huidskleur, geslacht, taal, godsdienst of maatschappelijke afkomst inhouden.

2. Op grond van deze bepaling mag niet worden afgeweken van de artikelen 6, 7, 8 (eerste en tweede lid), 11, 15, 16 en 18.

(...).".

In het interne recht bepaalt ook de Belgische wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van de ernstige inbreuken op de Internationale Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en op de Aanvullende Protocollen I en II bij die Verdragen, van 8 juni 1977, meer bepaald artikel 5, § 1, ervan dat

"onverminderd de onder 9˚, 12˚ en 13˚ van artikel 1 genoemde uitzonderingen (...) geen enkel belang, geen enkele noodzaak van politieke, militaire of nationale aard de in de artikelen 1, 3 en 4 omschreven misdrijven, zelfs bij wijze van represaille gepleegd, (kan) rechtvaardigen.".

Zo ziet men dat het Statuut minder ver gaat dan de thans geldende rechtsnormen (1).

Artikel 31, 1, c, van het Statuut zal er echter niet aan in de weg staan dat het Belgische openbaar ministerie vervolging instelt of dat de Belgische rechter veroordelingen uitspreekt voor oorlogsmisdaden, zonder dat ze gebonden zijn door deze bepaling, die alleen slaat op de bevoegdheid van het Hof.

Aangezien het Internationaal Strafgerechtshof slechts in bijkomende orde optreedt, behouden de Belgische gerechten hun bevoegdheid, die ze zullen uitoefenen in dezelfde omstandigheden als de huidige, zonder rekening te houden met de beperkingen van artikel 31.

Toch dient het Belgische standpunt over de juiste strekking van het genoemde artikel 31 ten opzichte van de verworvenheden van het humanitaire recht in het internationale recht duidelijk kenbaar te worden gemaakt in de internationale rechtsorde, zoals de regering volgens de memorie van toelichting die aan de Raad van State is overgezonden, van plan is te doen in een "uitleggende

---

(1) Zie in dat verband de kritiek van A. Andries, E. David, C. Van den Wijngaert en J. Verhaegen in La Libre Belgique van 15 april 1999.

verklaring", die volgens de memorie van toelichting luidt als volgt : "België is van oordeel dat het feit om in geval van oorlogsmisdaad, op redelijke wijze te handelen ten einde goederen die onontbeerlijk zijn voor het volbrengen van een militaire opdracht te verdedigen tegen een dreigend en onwettig gebruik van geweld, op een wijze die evenredig is met het gevaar dat door de beschermde goederen wordt gelopen, behalve voor de toepassing van artikel 31, 1, c, geen geval vormt van wettige verdediging."

Het komt immers toe aan de regering en aan de Wetgevende Kamers er geen twijfel over te laten bestaan dat het feit dat België tot het Statuut is toegetreden, geen invloed heeft op de eerbiediging van de normen waarvan in de internationale rechtsorde niet kan worden afgeweken. Eenzelfde bekommernis werd overigens gedeeld door de stellers van de vier Verdragen van Genève van 1949, waarvan de artikelen 63, 62, 142 en 158 bepalen dat de eventuele opzegging van die Verdragen geen enkele invloed zal hebben "op de verplichtingen welke de Partijen bij het conflict gehouden zijn te blijven vervullen krachtens de beginselen van het volkenrecht, zoals deze voortvloeien uit de tussen beschaafde volken gevestigde gebruiken, de wetten der menselijkheid en de eisen van het openbaar rechtsbewust-zijn".

IV. Toekenning van bevoegdheden aan de Vergadering van de Verdragsstaten

De aandacht van de steller van het ontwerp en van de Wetgevende Kamers wordt erop gevestigd dat de Vergadering van de Verdragsstaten over bevoegdheden beschikt voor de uitoefening waarvan geen eenparigheid van stemmen vereist is, en dat de beslissingen en regels die aldus worden uitgevaardigd niet ter bekrachtiging aan de Lid-Staten worden voorgelegd.

Dat geldt onder meer voor de goedkeuring van de amendementen op de bestanddelen van de misdaden (artikel 9), voor de beslissing om het aantal rechters te verhogen (artikel 36), voor de goedkeuring van de procedureregeling en de regeling inzake de bewijsvoering en voor de amendementen daarop (artikel 51) en voor de goedkeuring van de amendementen op de institutionele bepalingen van het Statuut (artikel 122).

Bovendien kunnen de amendementen op de andere dan de institutionele bepalingen van het Statuut goedgekeurd worden met een tweederdemeerderheid van de Verdragsstaten en treden ze, een jaar nadat zeven achtste van de Verdragsstaten de bekrachtigins- of instemmingsoorkonde bij de Secretaris-generaal van de Organisatie van de Verenigde Naties hebben neergelegd (artikel 121, 4.), voor alle Verdragsstaten in werking (1)(2).

---

(1) Een Verdragsstaat die niet met het amendement heeft ingestemd, kan zich echter met onmiddellijke uitwerking uit het Statuut terugtrekken.

V. Aanpassing van de Belgische wetgeving

Zoals herhaaldelijk in de memorie van toelichting wordt gesteld, moet een wet tot aanpassing van het interne recht aan het Statuut worden aangenomen en moeten bestaande wetten worden gewijzigd.

Een zodanige aanpassing lijkt bijvoorbeeld bijzonder noodzakelijk om uitvoering te kunnen geven aan de artikelen van het Statuut betreffende de rechten en bevoegdheden van de Procureur.

Die aanpassingen van het interne recht aan het Statuut zullen door de afdeling wetgeving van de Raad van State worden onderzocht wanneer hieraan het voorontwerp van wet zal worden voorgelegd.

---

(2) Dat geldt niet voor de amendementen op artikel 5 van het Statuut, die niet van toepassing zijn op de Verdragsstaten die er niet mee hebben ingestemd.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,
de Heren eerste voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. KIRKPATRICK, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS